

Les analyses des phénomènes migratoires sont rarement unanimes, tant en raison de la multiplicité des perspectives disciplinaires que de la variété des échelles d'appréciation. Le sociologue peut ainsi insister sur les difficultés d'insertion des migrants dans les régions d'accueil, l'économiste évaluer l'apport global de la main-d'œuvre immigrée et des transferts internationaux vers le Sud qui en découlent, le juriste s'intéresser à la part grandissante des organisations criminelles dans les filières clandestines ou l'historien rappeler l'ancienneté de certains courants migratoires observés de nos jours. Cet ouvrage reflète nécessairement cette pluralité de points de vue et de cadres théoriques, tout en tentant de situer les acteurs principaux du jeu migratoire que sont d'une part les ménages et les institutions du Sud, et d'autre part les économies et les États du Nord.

On a souligné au long de cette étude que vue des pays du Sud, la migration interne vers les villes ou internationale vers les pays plus riches répond à des stratégies familiales parfaitement rationnelles qui ne devraient pas s'inverser dans les années à venir, même quand chômage et bas salaires sont le lot des migrants à leur arrivée. La migration fait partie des premiers moyens d'échapper à des conditions de vie difficiles et les habitants des pays pauvres, nourris d'aspirations de mobilité sociale que l'ensemble d'un monde interconnecté célèbre chaque jour davantage, ne risquent guère d'y renoncer. Les pays riches savent à leur tour tirer avantage de cette offre de main-d'œuvre extérieure bon marché, peu revendicative et potentiellement illimitée, pour satisfaire aux conditions de compétitivité et de flexibilité exigées par l'économie internationale.

La diffusion simultanée de l'idéologie mondialiste, favorable à la libre circulation des biens et des capitaux, ne rend d'ailleurs que plus incongrue la fermeture progressive des frontières, officiellement prônée par les gouvernements des pays occidentaux. La capacité des démocraties libérales à freiner véritablement l'immigration demeure cependant incertaine, car une double logique de considérations humanitaires et de besoins non assumés en travail non qualifié conduit à des régularisations fréquentes des migrants illégaux, mesures qui s'opposent à la cohérence du dispositif et adressent des signaux forcément équivoques aux candidats à l'émigration. Quand moins d'un tiers des Mexicains

franchissant illégalement la frontière vers les États-Unis sont appréhendés, la politique migratoire américaine peut sembler en la matière plus destinée à ménager l'opinion publique qu'à inverser les courants. Les pays autoritaires, par contraste, peuvent maintenir une politique d'immigration plus dirigiste. Ils disposent pour ce faire d'un arsenal de dispositions assez drastiques, au rang desquelles figurent les discriminations sociales, les brimades et les expulsions, et ont ainsi la possibilité d'inverser les flux quand les circonstances économiques ou sociales le réclament.

Le panorama des échanges internationaux, autrefois marqué par l'enclavement régional ou culturel et les inerties sociales et économiques qui en découlaient, s'est ouvert plus largement et les déséquilibres économiques n'en deviennent que plus visibles. Le relatif isolement des régions ou des pays entre eux préservait auparavant les habitants du Sud de la « tentation migratoire », car le manque de liens et d'information les décourageait d'entreprendre des périples trop aventureux. Aujourd'hui, de nombreux réseaux migratoires sillonnent la planète et simplifient d'autant la démarche des futurs candidats au départ en leur offrant des solutions nouvelles pour atteindre des destinations plus variées.

Il peut donc être affirmé sans risque de se tromper que la pression migratoire demeurera très forte dans l'avenir et que le volume effectif des migrations internationales sera notamment déterminé par les politiques nationales d'immigration et les restrictions qu'elles entendent imposer aux flux d'arrivées. Le contrôle de la migration restant une prérogative d'État exercée par les pays d'accueil, les pays d'origine, économiquement et politiquement plus faibles, n'ont qu'une influence minimale sur les flux. Dans les pays du Nord qui continuent de recevoir beaucoup de migrants, les politiques d'accueil sont pourtant très restrictives. Cette situation apparaît donc en fort décalage vis-à-vis d'une opinion publique généralement réticente, sinon franchement hostile, au maintien des niveaux d'immigration actuels.

Il est vrai aussi que si l'immigration profite à des milieux économiques dont le poids politique est important, le coût de l'immigration est en revanche beaucoup plus diffus dans la société, à travers les transferts sociaux par exemple, ou concentré sur les classes populaires, qui sont souvent en concurrence avec les immigrés et se trouvent politiquement marginalisées. Les poussées périodiques de partis populistes anti-immigration, comme en Australie, en Autriche ou en France, sont cantonnées à la lisière du jeu politique majoritaire, d'autant que le système des normes démocratiques, en vigueur dans les pays occidentaux, converge de plus en plus vers un système reconnaissant aux migrants certains droits fondamentaux, dont le recours à la justice qui permet souvent d'atténuer les mesures les plus brutales appliquées aux immigrés en situation irrégulière. Il est en revanche peu vraisemblable que ce système de valeurs centré sur les droits de l'homme soit dans un futur proche adopté par le reste du monde et certains pays d'immigration, comme les monarchies du golfe Persique, en sont très éloignés. Le clivage entre politiques migratoires des pays riches et moins riches risque de rester aussi prononcé dans le futur, opposant idéologies des droits et instrumentalisation de la migration.

Une des principales transformations en cours du système migratoire mondial concernera sans doute plutôt la rapide émergence de nouveaux courants. Ils apparaissent le plus souvent à la suite de nouvelles opportunités

économiques ou en réponse à une crise politique. Ainsi les ressortissants du Sri Lanka, qui étaient jadis pratiquement invisibles parmi les courants internationaux. La guerre civile dans l'île qui a débuté en 1983 a précipité le départ massif de plus de 100 000 Tamouls en quelques années, les premiers échouant comme réfugiés en Inde toute proche. Puis les réfugiés tamouls ont découvert qu'ils pouvaient pénétrer en Europe de l'Ouest, en se glissant de Berlin-Est à Berlin-Ouest à travers une frontière que les Alliés ne reconnaissaient pas. Les compagnies aériennes soviétique et est-allemande n'eurent alors aucun mal à rentabiliser leurs vols vers Sri Lanka, et les réfugiés s'introduisirent à Berlin, d'où un grand nombre d'entre eux repartirent vers d'autres pays de l'Union européenne ou plus loin. En l'espace de quelques années, une filière s'était déployée et avait permis l'établissement d'une nouvelle diaspora originaire de Sri Lanka à travers l'Europe.

On multiplierait aisément les exemples de réseaux migratoires se mettant en place aussi brusquement qu'ils peuvent disparaître. Ils tendent à être particulièrement segmentés, géographiquement ou ethniquement, car ils s'appuient avant tout sur des relais sociaux, particulièrement actifs dans les sociétés du Tiers monde. Ils peuvent néanmoins se révéler insuffisants pour répondre à la demande. En parallèle, on observe la montée en puissance d'un marché de la migration, qui se présente aussi bien sous l'aspect réglementé des agences de recrutement international que sous la forme souterraine des circuits clandestins, particulièrement efficaces pour déjouer les fermetures de frontières.

Une des conséquences de ce qui précède est la forte imprévisibilité de la migration à moyen terme. Dans le domaine des migrations internationales, les prévisions géographiques sont encore plus hasardeuses que les projections démographiques. Les courants migratoires peuvent se réorienter rapidement vers des destinations nouvelles : le développement considérable durant les trente dernières années de l'immigration vers les pays du Golfe, qui accueillent aujourd'hui près de dix millions de migrants (soit un tiers de leur population), en est une illustration frappante. Les régions nouvellement industrialisées d'Asie, voire les économies est-européennes en restructuration économique, seront appelées à capter une part croissante des réseaux migratoires, favorisant ainsi la diversification et la mondialisation des flux.

Un épuisement des courants vers les pays développés actuels et en particulier l'Europe ne serait alors pas sans conséquence sur leur population, car l'immigration y joue depuis quelques années le rôle principal dans la croissance démographique. Selon les prévisions de l'ONU, les régions développées veraient, en l'absence complète d'immigration, leur population décroître dès aujourd'hui (2003) et compteraient en 2050 quelque 126 millions d'habitants de moins que si la migration suivait son cours actuel. Celle-ci se substitue donc entièrement à l'accroissement naturel qui est aujourd'hui nul dans les pays riches. Dans le même temps, ces 126 millions de migrants ne représenteront que 1,5 % de la population des pays du Sud en 2050 et leur poids semble assurément marginal, du point de vue de l'avenir démographique de ces pays, et sans retombée considérable sur leur propre essor.

Bibliographie

Ouvrages et articles

- Brettel (Caroline B.), Hollifield (James F.) (eds)**, *Migration Theory. Talking across Disciplines*, Routledge, Londres-New York, 2000.
- Brockerhoff (Martin P.)**, « An Urbanizing World », *Population Bulletin*, vol. 55, n° 3, septembre 2000.
- Castles (Stephen), Miller (Mark J.)**, *The Age of Migration. International Population Movements in the Modern World*, Macmillan, Londres, 1993.
- Chaliand (Gérard) et alii.**, *Atlas historique des migrations*, Le Seuil, Paris, 1994.
- Chappaz, Séverine (dir.)**, « Les migrations internationales », *Cahiers français*, n° 307, La Documentation française, Paris, mars-avril 2002.
- Charbit (Yves) (dir.)**, *La population des pays en développement*, coll. Les études, La Documentation française, Paris, 2001.
- Charbit (Yves) (dir.)**, *Le monde en développement. Démographie et enjeux socio-économiques*, coll. Les études, La Documentation française, Paris, 2002.
- Domenach (Hervé), Picouet (Michel)**, *Les migrations*, PUF, Paris, 1995, 128 p.
- Faist (Thomas)**, *The Volume and Dynamics of International Migration and Transnational Social Spaces*, Oxford University Press, Oxford, 2000.
- Guilmoto (Christophe Z.), Sandron (Frédéric)**, « La dynamique interne des réseaux migratoires dans les pays en développement », *Population*, vol. 55, n° 1, 2000, pp. 105-136.
- Hammar (Tomas) et alii. (eds)**, *International Migration, Immobility and Development. Multidisciplinary Perspectives*, Berg, Oxford et New York, 1998.
- Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés**, *Les réfugiés dans le monde. Cinquante ans d'action humanitaire*, Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, Éditions Autrement, Paris, 338 p., 2000.
- Héran (François) (dir.)**, *Immigration, marché du travail, intégration*, La Documentation française, Paris, 410 p., 2002.
- Kritz, Mary, et alii. (eds)**, *International Migration Systems : a Global Approach*, Clarendon Press, Oxford, 1992.
- Martin (Philip), Widgren (Jonas)**, « International Migration : Facing the Challenge », *Population Bulletin*, 57, 1, Population Reference Bureau, 2002.
- Massey (Douglas S.) et alii.**, *Worlds in Motion : Understanding International Migration at the End of the Millenium*, Oxford University Press, Oxford, 1998.
- Massey (D. S.) et alii.**, « Theories of International Migration : a Review and a Appraisal », *Population and Development Review*, vol. 19, n° 3, pp. 431-466, 1993.
- OCDE**, *International Mobility of the Highly Skilled*, Organisation de coopération et de développement économiques, Paris, 348 p., 2001.
- Pnud**, *Rapport sur le développement humain 2002*, Programme des Nations unies pour le développement, Oxford University Press, New York, 2002.
- Sassen (Saskia)**, *The Global City. New York, London, Tokyo*, Princeton University Press, Princeton, 1991.
- Simon (Gildas)**, *Géodynamique des migrations internationales dans le monde*, PUF, Paris, 1995.
- Stalker (Peter)**, *The No-Nonsense Guide to International Migration*, Verso, Londres, 2001.
- Stalker (Peter)**, *Workers without Frontiers*, ILO and Lynne Rienner Publishers, Boulder, Colorado, États-Unis, 2000.
- Stark (Oded)**, *The Migration of Labour*, Basic Blackwell, Cambridge, 1991.
- Tapinos (Georges)**, *L'économie des migrations internationales*, Armand Colin, Paris, 1974.
- Taylor (Edward J.)**, « The New Economics of Labour Migration and the Role of Remittances in the Migration Process », *International Migration*, 37, 1, 1999.
- Todaro (Michael P.)**, « A Model of Labor Migration and Urban Unemployment in Less Developed Countries », *American Economic Review*, 59, 1969, pp. 138-148.
- United Nations Development Program**, *Human Development Report 2002*, Oxford University Press, New York, 2002.

United Nations, *International Migration Report 2002*, Population Division, Department of Economic and Social Affairs, E.03.XIII.3, New York, 2002.

United Nations, *Replacement Migration : Is It a Solution to Declining and Ageing Populations ?*, Population Division, ESA/P/WP.160, New York, 2000.

Wihtol de Wenden (Catherine), *L'immigration en Europe*, La Documentation française, Paris, 163 p., 1999.

Zelinsky (Wilbur), « The Hypothesis of the Mobility Transition », *Geographical Review*, 61, 1971, pp. 4-26.

Zlotnik (Hania), « International Migration 1965-96 : an Overview », *Population and Development Review*, 24, 3, 1998, pp. 429-467.

Reuves

Hommes et Migrations (France), dossiers, articles, tribunes sur la migration en France.

Revue Européenne des Migrations Internationales (France), principale revue universitaire française sur les migrations dans le monde.

International Migration Review (États-Unis), importante revue de recherche sur les migrations dans le monde.

Sites internet

Bureau international du travail
<http://www.ilo.org/>

Direction de la population et des migrations
<http://www.sante.gouv.fr/>

Eurostat

<http://europa.eu.int/comm/eurostat/>

Fonds des Nations unies pour la population
<http://www.unfpa.org/>

Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés

<http://www.unhcr.ch/>

Institut national de la statistique et des études économiques

<http://www.insee.fr/>

Organisation de coopération et de développement économique

<http://www.oecd.org/>

Organisation internationale des migrations

<http://www.iom.int/>

Nations unies (Division de la population)

<http://www.un.org/esa/population/unpop.htm>

Nations unies (portail sur la population)

<http://www.un.org/popin/>

Nations unies (statistiques sur les migrations)

<http://unstats.un.org/unsd/demographic/migration/index.htm>

Office des migrations internationales

<http://www.omi.social.fr/>

Population Reference Bureau (États-Unis)

<http://www.prb.org/>

Sites d'informations et de nouvelles sur les migrations internationales

<http://migration.ucdavis.edu/mn/index.html>

<http://www.migrationinformation.org/>

Migration et développement

Christophe Z. Guilmoto et Frédéric Sandron

Christophe Z. Guilmoto est directeur de recherche en démographie à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), membre du laboratoire Population-environnement-développement (UMR 151) et actuellement en poste au Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud (École des hautes études en sciences sociales, Paris).

Frédéric Sandron est docteur en sciences économiques, chargé de recherche en démographie à l'Institut de recherche pour le développement (IRD). Il est membre du laboratoire Population-environnement-développement (UMR 151) et poursuit actuellement ses recherches à Madagascar.

La question migratoire revêt aujourd'hui un nombre d'enjeux considérables pour les sociétés du Nord et du Sud. Elle met en lumière la géographie complexe des déséquilibres économiques, politiques et sociaux du monde contemporain et fait l'objet de nombreux débats, voire de polémiques.

Elle est au cœur d'une abondante littérature et les analyses du phénomène migratoire sont rarement unanimes : sociologues, économistes, juristes, historiens et démographes offrent une pluralité de points de vue. Le plus souvent, la migration est appréhendée par le biais des conséquences économiques et sociales de l'arrivée de nouveaux venus dans les nations industrialisées, sans tenir compte de sa genèse et de ses mécanismes. Un autre éclairage est possible.

Christophe Z. Guilmoto et Frédéric Sandron prennent, dans cet ouvrage, le parti de changer de perspective en orientant leur étude sur les pays de départ. Après avoir rappelé les causes et les origines des mouvements de population, ils dressent, en s'appuyant sur les données les plus récentes, un panorama des grands systèmes migratoires des pays en développement. Ils montrent quelles sont les logiques migratoires, les différentes stratégies familiales et communautaires qui encadrent le départ des migrants ainsi que les obstacles de plus en plus contraignants qu'il faut franchir. Ainsi l'émigration est aussi une affaire d'organisation d'autant plus que les politiques migratoires mises en œuvre par les pouvoirs publics, au Nord comme au Sud, connaissent des évolutions parfois brutales.

L'analyse des conséquences de ces mouvements de population sur les sociétés des pays d'origine, des transferts financiers qu'ils induisent et l'apparition récente d'un type de migrant hautement qualifié permettent d'évaluer le rôle de l'émigration dans les processus de développement.

La documentation Française 29, quai Voltaire 75007 Paris
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr>

ISSN 1152-4677 ISBN 2-11-005405-0 DF 5 7065-6

Prix 14 €

9 782110 054050

